

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Tierce Maintenance Applicative des
applicatifs métiers de la CNSA

Article 1. Objet de l'accord-cadre.....	4
Article 2. Technique d'achat.....	4
Article 3. Procédure de passation.....	4
Article 4. Procédure de passation des marchés subséquents	4
4.1. Caractéristiques des prestations qui seront précisées dans les marchés subséquents	4
4.2. Modalités d'attribution des marchés subséquents	5
4.3. Obligation de réponse à la conclusion de marchés subséquents	5
4.4. Dérogation au principe d'exclusivité	5
Article 5. Documents contractuels.....	5
Article 6. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées.....	6
Article 7. Durée de l'accord-cadre.....	6
Article 8. Emission des bons de commandes	7
Article 9. Obligations de résultats	7
Article 10. Confidentialité.....	7
Article 11. Opérations de vérification des livrables	8
11.1. Validation des livrables documentaires	8
11.2. Recette fonctionnelle (Vérification d'aptitude - V.A.)	8
11.3. Vérification de Service Régulier (V.S.R.).....	9
11.4. Dispositions particulières aux opérations de vérification	9
11.4.1 Tests de vulnérabilité	9
11.4.2 Tests de charge	9
11.4.3 Garantie	10
Article 12. Prix	10
Article 13. Pénalités	11
13.1 Pénalités de retard et de qualité	11
13.2 Pénalité pour non remise des rapports de Vérifications du MCS et du MCO	12
13.3 Pénalité pour non-respect des délais de correction d'anomalies en phase de garantie	12
13.4 Pénalité pour non remise des renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion... 12	
Article 14. Avance.....	13
Article 15. Modalités de facturation et de paiement.....	13
15.1. Facturation.....	13
15.2. Paiement.....	14
15.3. Retard de paiement	14
Article 16. Nantissement	14
Article 17. Modification relative au titulaire	15
17.1. Changement de dénomination sociale du titulaire	15
17.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord	15
Article 18. Sous-traitance.....	15
Article 19. Résiliation et exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	15
Article 20. Obligations fiscales et sociales	16

Article 21. Marchés pour des prestations similaires avec le titulaire	17
Article 22. Assurance	17
Article 23. Règlement des litiges - Loi applicable	17
Article 24. Clauses RGPD	17
24.1. Contexte général	17
24.2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement.....	18
24.3. Délégué à la protection des données	18
24.4. Droit d'information des personnes	18
24.5. Exercice des droits des personnes.....	19
24.6. Notification des violations de données à caractère personnel	19
24.7. Mesures de sécurité	19
24.8. Traitement des données à échéance des prestations.....	20
24.9. Registre des catégories d'activités de traitement.....	20
24.10. Documentation.....	20

Article 1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre de « TMA Applicatifs métiers CNSA » a pour objet la fourniture :

- Des prestations de maintien en condition opérationnelle du parc applicatifs métiers de la CNSA :
 - HAPI : Outil de tarifications des ESMS
 - GALAAD : Outil d'évaluation du niveau de dépendance des résidents en EHPAD
 - SEPPIA : Outil de saisie des prévisions et réalisations de création de places dans les ESMS (en cours de transposition en un outil de transformation de l'offre)
 - IMPORT CA : Outil de remontée des comptes administratifs des ESMS
 - IMPORT EPRD : Outil de remontée des états prévisionnels de recettes et dépenses des ESMS
 - IMPORT ERRD : Outil de remontée des états de réalisation de recettes et dépenses des ESMS
 - PRIX_ESMS : Outil de saisie des prix des EHPAD et résidence autonomie
 - GESTION de la « CONFERENCE DES FINANCEURS »
 - CAT (Import MDPH) : Outil de remontée des données pseudonymisées des MDPH dans « Le Centre des Données MDPH »
 - LPI : Le Livret Numérique de Parcours Inclusif
- Des prestations de développement informatiques de nouveaux outils, et leur maintenance ;
- Et des prestations d'expertises, d'études, de veille et de conseils sur le périmètre applicatif susvisé.

Article 2. Technique d'achat

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire.

Le présent accord-cadre peut être exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commandes conformément à l'article R2162-3 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions des articles R 2162-1,3, 4, 5, 6 et R 2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Il pourra également donner lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions de l'article R 2162-2 et aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est sans montant minimum et sans montant maximum annuel.

Article 3. Procédure de passation

La procédure de passation est une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Article 4. Procédure de passation des marchés subséquents

4.1. Caractéristiques des prestations qui seront précisées dans les marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront porter sur les types de prestations suivantes :

- En cas de besoin d'intégration d'applications futures non couvertes par les unités d'œuvre de l'accord-cadre. La CNSA se réserve la possibilité de recourir à ce support pour développer de nouveaux applicatifs ou des dérivés d'applicatifs existants dans le périmètre de cet accord-cadre.

Chaque marché subséquent précisera :

- le détail des nouvelles prestations,
- les prix,
- la durée du marché subséquent.

IMPORTANT : Il est du ressort du prestataire d'informer la CNSA au moment de la remise de l'offre de tout aléa susceptible d'impacter en plus ou en moins les délais d'exécution des prestations.

Les marchés subséquents seront à prix forfaitaires et/ou unitaires.

4.2. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, la CNSA peut inviter le titulaire à compléter par écrit son offre initiale établie en réponse à l'accord-cadre.

Cette demande interviendra à la survenance du besoin.

La demande de complément fixera le délai maximum accordé au titulaire pour compléter son offre.

4.3. Obligation de réponse à la conclusion de marchés subséquents

Le titulaire s'engage à adresser une offre à l'ensemble des marchés subséquents pendant toute la durée de l'accord-cadre.

4.4. Dérogation au principe d'exclusivité

Pour des besoins d'achat de nouveaux applicatifs dont les droits sont exclusifs, la CNSA pourra s'adresser à un autre prestataire que le titulaire de l'accord-cadre.

Article 5. Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- 1) l'acte d'engagement daté et signé par le titulaire ;
- 2) Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- 3) Le cadre de réponse financière (CRF) ;
- 4) le présent cahier des clauses administratives particulières (ci-après le « CCAP ») dont seul fait foi l'exemplaire conservé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (ci-après la « CNSA ») dans ses archives ;

- 5) le cahier des clauses techniques particulières (ci-après le « CCTP ») dont seul fait foi l'exemplaire conservé par la CNSA dans ses archives et ses 9 annexes;
- 6) le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 (ci-après le « CCAG TIC ») option B
- 7) le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« règlement européen sur la protection des données ») ;
- 8) l'offre technique du titulaire (Cadre de Réponse Technique – Annexe A3 - 3 pièces),
- 9) Les bons de commandes.
- 10) Les marchés subséquents.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la CNSA et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions de l'accord-cadre ne sont pas opposables à la CNSA.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre sans accord préalable et exprès de la CNSA.

Par dérogation à l'article 48 du CCAG TIC, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

Article 6. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées

Le titulaire désigne nommément dans son offre des intervenants en charge de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Dans le cas où ces personnes ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, la CNSA et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à la CNSA un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de cet avis par dérogation à l'art 3.4 du CCAG TIC.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par la CNSA, si celle-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée. Si la CNSA récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'une semaine pour proposer un autre remplaçant par dérogation à l'article 3.4 du CCAG TIC

La décision de récusation prise par la CNSA est motivée.

Article 7. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement deux fois par période d'un an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder quatre années.

Les marchés subséquents ne peuvent être conclus que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. La durée des marchés subséquents est définie dans chaque marché.

Article 8. Emission des bons de commandes

Le présent accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commandes. La date d'émission d'un bon de commande ne peut avoir pour effet de prolonger la durée d'exécution de l'accord-cadre au-delà d'une durée de six mois après sa date de fin de validité.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix figurant sur le bordereau de prix unitaires. Ils précisent :

- l'intitulé de l'accord-cadre ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro d'engagement (ou numéro de commande) figurant sur le bon de commande ;
- la désignation de la prestation à réaliser ;
- les quantités ;
- le délai d'exécution ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les précisions utiles à l'exécution de la commande, le cas échéant.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le directeur de la CNSA ou son représentant dûment habilité. Les bons de commande sont émis par lettre simple, télécopie ou courriel.

Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux figurant sur chaque bon de commande.

En cas d'annulation d'un bon de commande par la CNSA dans un délai de 7 jours calendaires avant l'exécution du bon de commande, le prestataire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité.

La CNSA adressera alors, par mail, une annulation de commande au prestataire.

Article 9. Obligations de résultats

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire a une obligation de résultat tout au long de la durée de l'accord-cadre.

Article 10. Confidentialité

En sus des dispositions de l'article 5.1 du CCAG TIC, les renseignements, documents transmis au titulaire par la CNSA, ou récoltés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre revêtent un caractère confidentiel. Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter cette confidentialité par toute personne intervenant pour son compte. Ces renseignements, documents ne peuvent être communiqués, sans autorisation préalable de la CNSA, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'utilisation par le titulaire des renseignements, documents remis par la CNSA dans le cadre du présent accord-cadre est strictement limitée aux besoins de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à restituer l'ensemble de la documentation remise par la CNSA à l'expiration du contrat.

En cas de violation de ces dispositions, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

L'obligation de confidentialité continuera après l'expiration du contrat. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention du titulaire.

Article 11. Opérations de vérification des livrables

11.1. Validation des livrables documentaires

A réception des livrables documentaires remis sous format papier et électronique, la CNSA dispose d'un délai de trois jours ouvrés maximum pour prendre une décision de rejet. Si la CNSA accepte le livrable documentaire tel qu'il a été livré par le titulaire, la CNSA dispose d'un délai de **vingt (20) jours ouvrés**, à compter de la date de livraison de ces documents constatée par la signature d'un procès-verbal de livraison, pour notifier au titulaire son acceptation, ses remarques et demandes de modifications.

Le titulaire s'engage à prendre en compte les remarques et demandes de modifications de la CNSA ou à justifier de leur non prise en compte dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la notification par la CNSA.

Si à l'issue de cette nouvelle livraison, des remarques et/ou demandes de modification de la CNSA ne sont pas prises en compte ou si leur non prise en compte n'est pas justifiée par le titulaire, les parties s'engagent à réunir le Comité de Pilotage ou de Suivi en vue de statuer sur ce différend.

11.2. Recette fonctionnelle (Vérification d'aptitude - V.A.)

Par dérogation, à l'article 27.2.1 du CCAG TIC, la durée de la recette fonctionnelle est définie en fonction des livraisons et de la charge de travail de validation qu'elles représentent pour la CNSA. Cette recette a pour objet de vérifier le bon fonctionnement ou la conformité du contenu du ou des livrable(s).

Dans le cadre de la vérification fonctionnelle de l'application, la recette de la prestation porte sur les conditions nominales et sur les conditions limites de fonctionnement.

En présence d'un représentant du titulaire, la CNSA exécute le plan de recette fonctionnelle élaboré par le titulaire et validé par la CNSA. Cette dernière peut exiger la mise au point de tests complémentaires dont la nécessité est identifiée par la CNSA au cours de la recette.

Le résultat des tests est consigné au fur et à mesure du déroulement des tests de recette par le titulaire et remis à la CNSA dans les mêmes conditions de délai.

A la vue du résultat des tests, la CNSA dispose alors d'un délai d'un mois calendaire pour notifier au titulaire son appréciation qui prend la forme d'une admission de la recette fonctionnelle, d'admission avec réfaction, d'un ajournement ou d'un rejet.

En cas d'ajournement de la recette fonctionnelle, la CNSA précise au titulaire le délai qui lui est laissé pour présenter une nouvelle fois la prestation corrigée. La mise à disposition du service de la prestation corrigée fait démarrer une nouvelle période de recette fonctionnelle.

Si, à l'issue de cette seconde recette fonctionnelle, la CNSA n'est pas en mesure de prononcer la recette fonctionnelle, la CNSA peut organiser un comité de pilotage ou de suivi exceptionnel en vue de tenter de trouver une solution aux difficultés rencontrées.

Au-delà de trois rejets sur la durée totale de l'accord-cadre, la CNSA se réserve le droit de résilier l'accord-cadre.

La recette fonctionnelle est consignée dans un procès-verbal d'aptitude à l'issue des vérifications (PV VA).

11.3. Vérification de Service Régulier (V.S.R.)

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG TIC, la Vérification de Service Régulier d'une durée de trois (3) mois à compter de la validation du PV de VA (sans réserve d'anomalies bloquantes ou majeures) a pour objet de procéder, en environnement réel, aux opérations de contrôle du fonctionnement régulier du service et de sa conformité en tous points à la prestation demandée.

Pendant toute la période de vérification de service régulier, le titulaire s'engage à intervenir à sa charge, en cas d'anomalie.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG TIC, à l'issue de cette période, la CNSA prononce une décision de réception et, avec ou sans réserve, de rejet ou d'ajournement. Cette décision est notifiée au titulaire.

Si la CNSA juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions de l'accord-cadre peuvent être utilisées en l'état, elle notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction d'un montant déterminé.

Toute décision d'ajournement entraîne l'obligation pour le titulaire de procéder aux modifications et/ou corrections nécessaires sans supplément de prix, dans les délais indiqués par la CNSA.

A compter de la présentation des nouvelles prestations par le titulaire, la CNSA dispose d'un nouveau délai pour procéder aux vérifications. Toute nouvelle réserve ouvre droit pour la CNSA à prononcer le rejet ou la réception avec réfaction de la prestation.

Si le titulaire ne présente pas en temps voulu à la CNSA de nouvelles prestations, la CNSA peut alors prononcer le rejet des prestations et le cas échéant, ou prononcer la réception avec réfaction de celle-ci.

11.4. Dispositions particulières aux opérations de vérification

11.4.1 Tests de vulnérabilité

La CNSA se réserve le droit de faire intervenir un tiers durant la période de V.A., de V.A.B.F et de VSR afin de faire mesurer la conformité constatée du niveau de sécurité de la prestation avec les exigences de sécurité du dossier de la commande.

11.4.2 Tests de charge

La CNSA se réserve le droit de faire intervenir un tiers durant la période de V.A., de V.A.B.F. et de VSR pour procéder à des tests en charge afin de contrôler l'acceptation quant aux exigences de volumétrie du dossier de consultation de la commande.

11.4.3 Garantie

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG TIC, les prestations objet de l'accord-cadre font l'objet d'une garantie, d'une durée de six mois.

A compter de la date de signature du PV de VSR (réception sans réserve). Les anomalies (bloquantes, majeures, mineures) doivent être corrigées dans les délais :

- Anomalies bloquantes : 1 jour
- Anomalies majeures : 2 jours
- Anomalies mineures : une semaine

Article 12. Prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix appliqués sont des prix unitaires ou unitaires forfaitisés hors taxe.

L'accord-cadre est sans montant minimum et sans montant maximum annuel.

Les prix sont fermes les deux (2) premières années de l'accord-cadre et sont révisables pour les années suivantes, en cas de reconduction, selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

P1 : prix révisé.

P0 : prix initial figurant dans l'acte d'engagement ou dernier prix révisé.

S0 : indice SYNTEC de référence retenu au mois d'établissement de la remise de l'offre.

S1 : dernier indice SYNTEC publié à la date de révision.

La demande de révision est à l'initiative du titulaire et doit être réalisée un mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Passé ce délai, les prix ne sont plus révisables pour l'année considérée.

Pour matérialiser sa demande de révision, le titulaire adresse un bordereau des prix révisé dans lequel les indices de révision seront indiqués. La révision ne sera effective que pour les commandes passées à compter de la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Prix promotionnel :

En cours d'exécution de l'accord-cadre, les prix du titulaire figurant au bordereau des prix unitaires peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sur l'initiative du titulaire et sans que l'accord-cadre ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés. Le titulaire adresse le tarif promotionnel à la DSI par courriel en lui donnant une date certaine de début et de fin de promotion ainsi que la désignation précise des prestations concernées. Ce tarif est annexé à l'accord-cadre et constitue une pièce justificative. À l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant les prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

Article 13. Pénalités

13.1 Pénalités de retard et de qualité

13.1.1 Pénalités de retard sur le chiffrage des prestations

- Un dossier de demande est adressé au titulaire par la CNSA avec un délai de réponse pour un premier devis.
- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard par rapport au délai fixé dans le dossier de demande de chaque commande, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de trois cent (300) euros par jour ouvré de retard.
- Le devis initial peut être validé ou bien revu selon les termes des échanges pour aboutir à un devis finalisé.

Dans le cas d'un devis devant être revu, un délai d'envoi d'un devis finalisé est fixé dans le dossier de demande.

- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard par rapport à ce dernier délai, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de trois cent (300) euros par jour ouvré de retard.

13.1.2 Pénalités de retard sur la livraison et qualité

- La CNSA émet un bon de commande de prestation sur la base d'un devis finalisé et validé avec le titulaire fixant :
 - Le délai de remise des livrables v1,
 - Le délai de recevabilité, permettant à la CNSA de se prononcer sur le rejet (ou l'ajournement) du livrable. En cas de rejet, un nouveau délai de livraison des livrables v1 est fixé.
 - Le délai de contrôle des livrables (si jugés recevables).
- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard par rapport au délai de livraison du livrable v1 attendu, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de retard de trois cent (300) euros par jour ouvré de retard.

A l'issue de cette phase un PV de réception prononcera la bonne réception ou le rejet de cette livraison v1.

En cas de rejet :

- Le délai de contrôle des livrables permet de contrôler la qualité du livrable si celui-ci n'a pas été rejeté. A l'issue de ce contrôle, le livrable peut être jugé comme incomplet ou ne respectant pas le niveau de qualité attendu. Le livrable est alors ajourné et un délai de remise du livrable corrigé v2 est alors fixé.

- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard du titulaire par rapport à ce délai de correction du livrable v2 attendu, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de trois cent (300) euros par jour ouvré de retard.

Pénalités de qualité :

- En cas de non-conformité par rapport à la qualité du livrable attendu à l'issue de la livraison v2, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 15% du montant de la commande. Cette pénalité est cumulable avec les pénalités de retard précédentes.

13.2 Pénalité pour non remise des rapports de Vérifications du MCS et du MCO

Concernant la veille du Maintien en Condition de Sécurité (MCS) et du Maintien en Condition Opérationnel (MCO), deux rapports sont attendus par an (un par semestre).

En cas de retard constaté dans la fourniture d'un des rapports lors du comité de pilotage de l'accord-cadre, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à cinq mille (5 000) euros par rapport en retard.

En cas de non remise d'un ou des rapport(s) annuel(s) constatée lors du comité de pilotage de l'accord-cadre en fin d'année (à date anniversaire de la notification de l'accord-cadre), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à dix mille (10 000) euros par rapport non remis.

13.3 Pénalité pour non-respect des délais de correction d'anomalies en phase de garantie

En ce qui concernant le Maintien en Condition Opérationnel (MCO) des applications du parc, les anomalies (bloquantes, majeures, mineures) doivent être corrigées dans les délais :

- Anomalies bloquantes : 1 jour
- Anomalies majeures : 2 jours
- Anomalies mineures : une semaine

Les corrections de ces anomalies mineures peuvent être intégrées avec l'accord de la CNSA dans des versions ultérieures.

S'agissant des anomalies bloquantes et majeures, la

- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard sur le délai de résolution des anomalies bloquantes, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de mille (1000) euros par jour ouvré de retard.
- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard sur le délai de résolution des anomalies majeures, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de cinq cent (500) euros par jour ouvré de retard.

13.4 Pénalité pour non remise des renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion

En cas d'absence ou de refus de communiquer à la CNSA les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion prévue à l'article 12 du CCTP, le titulaire encourt une

pénalité égale à cent (100) euros par jour de retard à compter de la réunion du comité de pilotage trimestrielle constatant l'absence de ses renseignements.

Article 14. Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement dans les conditions définies à l'article R 2191-3 à R 2191-19 du Code de la commande.

Le taux de l'avance est égal à 5%.

Ces dispositions sont applicables, le cas échéant, au sous-traitant dûment déclaré par le titulaire et accepté par la CNSA dans le respect de l'article « Sous-traitance ».

Article 15. Modalités de facturation et de paiement

15.1. Facturation

15.1.1 Demande de paiement pour les prestations dont les livrables sont uniquement documentaires

La demande de paiement est accompagnée des éléments justificatifs du montant demandé et intervient après d'une part :

- la livraison des livrables prévus dans le cadre de la commande (PV de Livraison). Pour rappel, la CNSA dispose de 3 jours ouvrés pour signer ce PV de livraison ou pour le rejeter. La signature de ce PV donne droit à 20% du montant de la commande.
- la validation des livrables concernés, attestée par un procès-verbal de validation. Ce PV de validation, permet au titulaire de facturer 80% du montant de la commande. Il est précisé que la CNSA dispose de 20 jours ouvrés à compter de la signature du PV de livraison pour valider ces livrables.

15.1.2 Demande de paiement pour les prestations de développement applicatif

Les demandes de paiement interviennent selon l'échéancier suivant :

Phase	Etat	Facturation
Livraison	Acceptée	20%
Vérification d'Aptitude (VA)	Réception sans réserve (ou avec réserves mineures)	60%
Vérification de Service Régulier (VSR)	Réception sans réserve (toutes les réserves éventuellement formulées en phase de VA doivent être levées)	20%

Le paiement intervient après attestation du service fait par la CNSA.

A l'occasion de chaque demande de paiement, le titulaire présente une facture en un original, à la CNSA, correspondant aux prestations concernées.

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- l'intitulé de l'accord-cadre
- le numéro de l'accord-cadre
- le numéro d'engagement (ou numéro de Commande) figurant sur le bon de commande
- objet de la commande et description des prestations facturées,
- le montant total HT et TTC de la facture,

- le taux et le montant de la TVA,
- l'identité bancaire du titulaire.

Pour chaque marché subséquent, le cahier des charges prévoira les modalités de facturation.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la CNSA est en mesure de recevoir les factures de ses fournisseurs par voie électronique, conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique et à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Pour ce faire, le système de facturation électronique de l'Etat est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Si le titulaire n'est pas soumis à l'obligation de dépôt de factures dématérialisées via chorus-pro, il doit envoyer sa facture uniquement au service de centralisation des factures de la CNSA, soit par courrier soit par mail : scf@cnsa.fr

Si le titulaire est concerné par l'obligation de dématérialisation des factures, les informations sont les suivantes :

- o Le numéro de SIRET, qui identifiera la CNSA en tant que destinataire de la facture : 180 092 561 00026
- o Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SFACT
- o Le numéro d'engagement que vous trouverez sur les bons de commande (exemple : 2020000011)

Toute facture doit être détaillée et permettre un contrôle efficace ou être accompagnée de tous les éléments permettant le contrôle.

15.2. Paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement dès lors que la CNSA a attesté le service fait.

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné sur l'IBAN + BIC fourni par le titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre l'ordre de paiement est le Directeur de la CNSA.

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de la CNSA.

15.3. Retard de paiement

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires, s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à quarante (40) euros.

Article 16. Nantissement

Le présent accord-cadre ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de la CNSA.

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-59 à R 2191-62 du code de la commande publique est la directrice de la CNSA ou ses représentants habilités.

Article 17. Modification relative au titulaire

17.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la CNSA et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement.

17.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord

En cas de transfert de l'accord-cadre à une autre entreprise (cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le titulaire doit impérativement en informer par écrit la CNSA dans les plus brefs délais.

Suite à cette cession ou mise en location gérance, la CNSA procédera à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire l'ensemble des documents listés aux articles L 2141-1 à L 2141-6 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, le changement de titulaire fera l'objet d'un acte de modification constatant le transfert de l'accord-cadre et le cas échéant des marchés subséquents en cours au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter l'accord-cadre, la CNSA procédera à la résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents en cours.

Article 18. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à déclarer pour acceptation tout sous-traitant et pour agrément de ses conditions de paiement selon les conditions définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Les régimes de paiement du sous-traitant, du versement de l'avance et de la cession/nantissement de créances du sous-traitant sont soumis aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Article 19. Résiliation et exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 43 du CCAG TIC, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnité.

Les conditions, les modalités et les effets de la résiliation sont ceux prévus par le Chapitre 8 « Résiliation » du CCAG TIC .

En sus des dispositions prévues par le Chapitre 8 « Résiliation » du CCAG TIC, la CNSA s'accorde la possibilité de résilier l'accord-cadre :

- En cas de rejets (au-delà de trois sur la durée totale de l'accord-cadre) de réception fonctionnelle prévue à l'article 11 du présent CCAP,
- En cas de défaillance prévue à l'article 11.1.3 du CCTP,
- si le titulaire ne communique pas les justificatifs, conformément à l'article ci-après du présent CCAP.

Conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG TIC, la CNSA peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 20. Obligations fiscales et sociales

Le titulaire s'engage à produire, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre :

une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six (6) mois,

- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire l'attestation de fourniture de déclarations sociales et l'attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale.
- Lorsque l'immatriculation de l'entreprise (attributaire ou titulaire) au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) un extrait K ou Kbis,
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
 - d) pour les personnes en cours d'inscription, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 du Code du travail.

En cas de non communication des justificatifs visés ci-dessus, la CNSA se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à la fourniture des justificatifs concernés.

Après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit. Le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail, des pénalités pourront être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités est, au plus égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

En outre, conformément à l'article L. 8222-6 susvisé, la CNSA informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8224-5, sera dans l'obligation d'enjoindre au titulaire de faire cesser cette situation.

Article 21. Marchés pour des prestations similaires avec le titulaire

Conformément aux dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, la CNSA pourra, dans le respect des conditions prévues par le texte précité, conclure avec le titulaire un nouveau marché, suivant une procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour des prestations similaires.

Article 22. Assurance

Le titulaire devra remettre dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CNSA et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Article 23. Règlement des litiges - Loi applicable

Il est possible de faire appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable pour résoudre les éventuels différends ou litiges relatifs au présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles R 2197-1 à R 2197-25 du code de la commande publique.

Les difficultés relatives à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Paris.

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.

Article 24. Clauses RGPD

24.1. Contexte général

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dès la notification de l'accord-cadre, des réunions de travail bipartites sont organisées afin de définir :

- La nature des opérations réalisées sur les données ;
- La ou les finalité(s) du traitement, les données à caractère personnel traitées ;
- La description des traitements ;

- Les catégories de personnes concernées, le mode de collecte des informations nécessaires à la finalité des prestations, ainsi que les informations nécessaires à la bonne exécution des dispositions prévues ci-dessous ;
- Les modalités de traitement des données définies comme « sensibles » ;
- La durée de conservation des données collectées par chacune des parties.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ») et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

24.2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Engagement du Titulaire

Le titulaire s'engage, pour les bons de commande, (et les éventuels marchés subséquents notifiés), à :

- Respecter les modalités relatives à la sous-traitance, décrite dans le CCAP de l'accord-cadre ;
- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de prestation au titre du présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions du responsable du traitement. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - o S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité prévues au CCAP de l'accord-cadre ;
 - o Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
 - o Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Mettre en place les outils nécessaires à la protection des données (exemple : logiciel anti-virus), notamment des données définies comme sensibles ;
- Informer sans délai la CNSA de toute demande de communication d'informations faite au titulaire et/ou à l'un de ses cotraitant/sous-traitant(s).

24.3. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPO), s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

24.4. Droit d'information des personnes

A travers le système objet de l'accord-cadre, le titulaire doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information seront convenus avec le responsable de traitement avant la collecte de données conformément aux dispositions prévues par le RGPD.

24.5. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées conformément à la réglementation en vigueur. Il informe notamment la CNSA de toute demande liée à l'exercice de ces droits.

24.6. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, dans les meilleurs délais, après en avoir pris connaissance et par courrier électronique afin de permettre au responsable du traitement de réaliser une notification à la CNIL (commission nationale de l'informatique et des libertés) dans les 72h, conformément aux dispositions prévues dans le RGPD. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Le cas échéant, en dehors des cas d'exclusions prévus à l'article 34.3 du RGPD, les individus concernés par la violation de leurs données doivent en être informés par le responsable de traitement (information sur la violation, les données concernées).

24.7. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes durant l'exécution de l'accord cadre (et des éventuels marchés subséquents). Le cas échéant, il s'engage à mettre en place les mesures de sécurité suivante :

- La pseudonymisation et/ ou l'anonymisation si nécessaire ainsi que le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

24.8. Traitement des données à échéance des prestations

Le titulaire certifie que les documents et informations en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre du présent accord-cadre, que toutes les données à caractère personnel manipulées pour produire la solution objet de l'accord-cadre seront supprimées de tout support informatique et qu'aucune édition ou copie ne sera conservée par le titulaire à l'issue de l'accord-cadre. Ces destructions et non conservations seront formalisées au travers d'un certificat qui sera transmis à la CNSA dans un délai d'un mois à compter de la date de fin prévue ou anticipée de l'accord-cadre.

24.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant notamment :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o La pseudonymisation, l'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

24.10. Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. Les audits sont réalisés par la CNSA ou par un auditeur.